

Département de la conférence de géographie et de l'Environnement du public

## **Le Canada, source fiable et responsable d'énergie contribuant à la sécurité énergétique et à la stabilité économique mondiales**

**L'honorable Joe Oliver, C.P., député,  
Ministre des Ressources naturelles, du Canada**

**London School of Economics and Political Science**

**Jeudi 20 Octobre 2011**

### **Le discours prononcé fait foi**

---

#### **Introduction**

Merci beaucoup, M. [Richard] Perkins et bon après-midi, Mesdames et Messieurs!

Je suis heureux que la London School of Economics m'ait donné l'occasion de m'adresser à vous dans le cadre de sa série de conférences publiques.

La London School of Economics est l'une des institutions d'enseignement supérieur les plus respectées du monde. C'est pourquoi je suis honoré de me trouver sur une estrade qui a été occupée par tant de personnages célèbres de l'histoire moderne.

Une université qui peut accueillir Friedrich Hayek et Paul Krugman est vraiment un haut lieu.

Aujourd'hui, je vais vous parler d'énergie.

Plus précisément, je vais vous exposer le rôle de l'énergie dans l'économie du Canada et sa contribution de plus en plus importante à la sécurité énergétique et à la stabilité économique dans mon pays ainsi que dans le monde entier.

Hier à Paris, j'ai participé à la réunion des ministres des pays membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et j'ai eu des rencontres bilatérales avec mes homologues internationaux. Mon message était limpide.

Au Canada, la politique énergétique s'inspire des principes du marché libre et elle est tributaire d'un engagement à mettre en valeur nos ressources énergétiques d'une manière écologiquement et socialement responsable. Et cela suppose une mise en valeur qui profite à toute la population du Canada, y compris aux Autochtones.

Notre gouvernement estime que le marché libre est le moyen le plus efficace et le plus rentable d'assurer une affectation des ressources appropriée pour la mise en valeur et l'approvisionnement en énergie.

Je dis cela dans la perspective de notre leadership mondial dans la production d'énergie, qui inclut les sources d'énergie traditionnelles ainsi que les technologies d'énergie propre avant-gardistes.

### **Ressources énergétiques du Canada**

L'énergie a une importance considérable pour le Canada puisqu'elle représente près de 7 % de notre produit intérieur brut.

Notre énergie prend aussi de plus en plus d'importance pour d'autres pays. En fait, à de nombreux égards, le Canada est une superpuissance énergétique.

Le Canada est le troisième producteur mondial d'hydroélectricité et de gaz naturel. Nos réserves de gaz naturel sont estimées à plus de 700 billions de pieds cubes, ce qui représente au-delà d'un siècle d'approvisionnement pour notre pays.

Le Canada a d'abondantes ressources d'uranium à haute teneur. Il est le deuxième producteur mondial d'uranium et il est bien placé pour accroître ses exportations à destination du marché européen. Il fait également partie des quelques pays qui ont leur propre technologie de réacteur.

Le Canada est actuellement le sixième producteur de pétrole et il se classe au troisième rang mondial pour les réserves de pétrole prouvées avec 174 milliards de barils.

Nous ne faisons que commencer à exploiter notre vaste potentiel dans le domaine de l'énergie renouvelable provenant du vent, du soleil et des marées.

L'énergie éolienne est la source d'électricité qui croît le plus rapidement au Canada. Nous nous attendons à avoir, à la fin de l'année, plus de 5 300 mégawatts de capacité d'énergie éolienne installée, alors que celle-ci n'atteignait même pas 200 mégawatts il y a dix ans.

Le Canada progresse également dans l'exploitation de l'énergie marine renouvelable. C'est ainsi qu'un partenariat établi un peu plus tôt cette année entre le Centre européen de l'énergie marine situé en Écosse et le Centre de recherche océanique de Fundy, en Nouvelle-Écosse, amène la vieille et la nouvelle Écosse à collaborer. Comme l'ont annoncé les premiers ministres Harper et Cameron dans une déclaration conjointe faite à Ottawa, le mois passé, le Canada et le Royaume-Uni ont l'intention d'être les chefs de file mondiaux dans le passage de projets pilotes utilisant l'énergie des vagues et des marées à l'exploitation de véritables centrales électriques reliées à nos réseaux d'électricité respectifs.

En fait, le Canada est déjà un chef de file dans le domaine de l'énergie propre. Au moins les trois quarts de notre électricité, soit 75 %, proviennent de sources non émettrices, dont 60 % de l'énergie hydraulique.

### **Les sables bitumineux**

Malgré les milliards de dollars que nous investissons dans les technologies d'énergie propre, c'est notre pétrole qui attire le plus d'attention, ou peut-être devrais-je dire que c'est la source de notre pétrole qui attire le plus d'attention.

De nos 174 milliards de barils de réserves de pétrole, 170 milliards gisent dans les sables bitumineux du nord de l'Alberta. Pour mettre les choses en perspective, disons que ce volume de sables bitumineux équivaut à la consommation de l'Union européenne des 34 prochaines années. Et à mesure que la technologie évoluera, les sables bitumineux pourraient produire jusqu'à 315 milliards de barils de pétrole, ce qui en ferait la plus grosse réserve de pétrole du monde.

### **La demande de pétrole**

Certes, le mouvement pour s'affranchir du pétrole et des autres combustibles fossiles est amorcé, mais ce n'est que le début d'une longue période de transformation.

Examinons le rôle des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique. Au Canada, les énergies renouvelables non hydrauliques répondent à 3 % des besoins en électricité. Dans l'Union européenne, le pourcentage est de 9 % et ici, au Royaume-Uni, il est de 5,8 %.

Au Canada, les combustibles fossiles fournissent 23 % de l'électricité; dans l'Union européenne, ils en fournissent 50 % et au Royaume-Uni 73 %.

Il est évident que, même si les sources d'énergie renouvelable non hydrauliques, telles que l'énergie éolienne, l'énergie solaire, l'énergie marémotrice et la biomasse, prennent de plus en plus de place et que nous devons continuer à investir dans celles-ci, à moyen terme elles ne pourront pas remplacer l'énergie fournie par les combustibles fossiles.

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), même dans un scénario prévoyant des politiques extrêmement strictes pour la lutte contre les gaz à effet de serre, le pétrole restera la principale source d'énergie au cours des vingt-cinq prochaines années.

La consommation mondiale de pétrole devrait passer de 87 millions de barils à 105 millions de barils par jour d'ici à 2030, ce qui représente une augmentation de près de 20 %.

Voilà la réalité.

Nous ne pouvons pas simplement fermer le robinet. Cela créerait un chaos économique et condamnerait plus d'un milliard de personnes dans le monde à plusieurs autres décennies de pauvreté énergétique.

L'AIE prévoit aussi que, à mesure que les sources d'énergie traditionnelles s'épuiseront, les sources dites non classiques, comme les sables bitumineux du Canada, contribueront de plus en plus à l'approvisionnement mondial et encore plus à la sécurité énergétique mondiale.

### **Importance stratégique**

En d'autres mots, les sables bitumineux du Canada sont plus qu'une source d'énergie, ils constituent une ressource stratégique.

En effet, voici comment se présente la situation.

Le Canada est le plus gros fournisseur de pétrole brut et de produits pétroliers des États-Unis, avec 2,5 millions de barils par jour, soit plus de 20 % du total des importations de pétrole aux États-Unis.

De plus en plus, le pétrole fourni par le Canada aux États-Unis provient des sables bitumineux. Autrement dit, les sables bitumineux contribuent en grande partie à la sécurité énergétique des États-Unis et, par le fait même, à sa stabilité économique.

Il faut bien comprendre que lorsque nous parlons du Canada comme pays qui contribue à la sécurité énergétique mondiale, ce n'est pas seulement le volume qui compte, mais aussi la fiabilité.

Quelque 80 % des réserves de pétrole connues dans le monde sont soit contrôlées par l'État, soit gérées par une société pétrolière nationale, ce qui n'est pas le cas au Canada.

Notre secteur pétrolier n'est pas administré par l'État, mais il est plutôt ouvert au développement axé sur le marché et aux investissements du monde entier. Le Canada n'est pas membre de l'OPEP. Des 20 % de réserves pétrolières mondiales disponibles pour un développement axé sur le marché, 60 % se trouvent dans les sables bitumineux du Canada.

### **Investissement et expansion**

Il n'est donc pas surprenant que le secteur canadien de l'énergie en général, et celui des sables bitumineux en particulier, deviennent de plus en plus populaires pour l'investissement des sociétés européennes du secteur énergétique.

Les sociétés européennes représentent déjà environ 10 % de l'investissement direct étranger dans le secteur canadien des hydrocarbures. Entre 2009 et 2010, 1,8 milliard de dollars supplémentaires ont été investis, ce qui a fait croître de 36 % le total de l'investissement direct étranger européen.

Ainsi par exemple, Shell est active dans les sables bitumineux du nord de l'Alberta et elle a une participation de contrôle dans le projet des sables bitumineux de l'Athabasca.

Shell continue à travailler à la réduction de l'incidence environnementale de ses activités et s'est associée aux gouvernements du Canada et de l'Alberta dans le cadre du projet Quest, un projet

de captage et stockage du carbone de 1,35 milliard de dollars mis en œuvre dans son usine de valorisation du bitume.

BP participe actuellement à trois projets en coentreprise dans les sables bitumineux, qui utilisent la technologie de la séparation gravitaire stimulée par injection de vapeur.

En octobre de l'an passé, Total S.A. de France a acquis, pour 1,2 milliard de dollars, la société UTS Energy du Canada, un important protagoniste dans le secteur des sables bitumineux. En mars de cette année, Total a conclu une entente de 1,8 milliard de dollars pour mettre en valeur trois autres grandes propriétés dans les sables bitumineux en partenariat avec Suncor Canada.

Et il n'y a pas que l'Europe qui s'intéresse aux sables bitumineux. Au cours de la dernière décennie, les investissements directs étrangers provenant d'entreprises asiatiques sont passés de 2 milliards à 19 milliards de dollars.

Nous nous réjouissons de ces investissements tout comme nous nous réjouissons des possibilités d'accroître et de diversifier nos exportations de pétrole.

Comme vous le savez probablement, les États-Unis sont sur le point de décider s'ils vont approuver ou non la construction d'un nouvel oléoduc, le Keystone XL, qui devrait permettre de transporter plus de pétrole des sables bitumineux du Canada jusqu'aux raffineries dans le sud des États-Unis. Notre gouvernement appuie ce projet et estime qu'il est dans l'intérêt du Canada et des États-Unis de le mener à bien.

Il y a d'autres projets d'oléoducs, le Northern Gateway et l'agrandissement du Transmountain, pour le transport du pétrole brut des sables bitumineux jusqu'aux ports situés sur notre côte ouest en vue de l'exportation par pétrolier à destination des marchés de l'Asie-Pacifique.

Étant donné que toutes nos exportations de pétrole sont actuellement destinées aux États-Unis, ces initiatives sont les bienvenues. Nul besoin d'avoir un diplôme de la London School of Economics pour savoir que mettre tous ses œufs dans le panier d'un seul client n'est pas une bonne pratique... bien que cela puisse être utile.

**Mise en valeur responsable**

Fermer les yeux sur nos responsabilités environnementales n'est pas non plus une bonne pratique. Et ce n'est vraiment pas ce qu'il faut faire. Voilà pourquoi le Canada s'est engagé à mettre en valeur ses sables bitumineux d'une manière socialement et écologiquement durable.

Depuis 2006, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et promouvoir la viabilité du secteur de l'énergie, le gouvernement du Canada a consacré plus de 10 milliards de dollars qu'il a investis dans l'infrastructure verte, l'efficacité énergétique, les technologies d'énergies propres et la production d'énergies moins polluantes.

Nous entendons beaucoup de critiques à propos des sables bitumineux, mais elles sont souvent exagérées à un tel point qu'elles ont pris des proportions quasi mythiques. Permettez-moi de les passer en revue et de les réfuter au moyen de faits.

### **La terre**

Considérons les effets de la mise en valeur des sables bitumineux sur la terre.

Les effets ne sont pas permanents. Les entreprises sont tenues par la loi de remettre en état 100 % de la terre touchée par l'exploitation des sables bitumineux.

Lorsque les entreprises des sables bitumineux présentent une demande initiale visant un projet, elles doivent aussi présenter un plan de conservation et de remise en état, s'assurer que celui-ci demeure à jour et déposer un cautionnement de garantie pour la remise en état.

De plus, les effets de la mise en valeur des sables bitumineux ne sont pas aussi importants que les détracteurs veulent vous faire croire.

Ce sont des mégaprojets, certes, mais la surface totale qui est touchée par l'exploitation des sables bitumineux ne représente que 0,1 % de la forêt boréale canadienne et, encore là, 100 % des sols touchés devront être remis en état.

Autrement dit, l'exploitation ne touche que 4 800 kilomètres carrés. Par comparaison, les terres protégées par les parcs nationaux du Canada occupent 224 000 kilomètres carrés. L'un de ceux-ci, le Wood Buffalo, dans le nord de l'Alberta, occupe à lui seul près de 45 000 kilomètres carrés, soit une fois et demie la superficie de la Belgique.

### **L'eau**

La majeure partie de l'eau utilisée dans la mise en valeur des sables bitumineux – pas moins de 90 % dans certains cas – est maintenant recyclée.

Tous les projets actuels prélèvent moins de 1 % du débit annuel moyen de la rivière Athabasca.

### **Émissions de gaz à effet de serre**

Nous travaillons également à la réduction des émissions de gaz à effet de serre associées à l'exploitation des sables bitumineux et, encore une fois, il importe de mettre les choses en contexte. En effet, les sables bitumineux ne sont responsables que d'un dixième de pour cent, c'est-à-dire d'un millième, des émissions de GES mondiales.

En Europe, la production d'électricité est responsable de près d'un quart des émissions de GES de l'Union européenne et celles-ci ont été près de 30 fois plus élevées que les émissions de GES des sables bitumineux. L'Allemagne émet près de sept fois autant de GES et le Royaume-Uni trois fois.

Des études ont montré que les émissions de GES des sables bitumineux au cours du cycle de vie – selon un calcul du « puits à la roue » – sont semblables, et dans certains cas inférieures, aux émissions de plusieurs pétroles bruts lourds actuellement importés dans l'Union européenne et même de certains pétroles bruts plus légers.

C'est pourquoi le gouvernement du Canada s'oppose fortement au traitement discriminatoire des sables bitumineux proposé dans la Directive sur la qualité des carburants. Il ne s'oppose pas à l'objectif de la directive qui est de réduire les émissions de GES pour les carburants de transport, mais il s'oppose au traitement discriminatoire actuellement envisagé dans la directive, qui cible en particulier les carburants provenant des sables bitumineux sans aucune justification scientifique solide.

Des études ont démontré que les émissions de GES du pétrole brut des sables bitumineux au cours du cycle de vie sont semblables (ou inférieures) aux émissions de plusieurs pétroles bruts lourds que l'Union européenne importe de pays comme la Russie et le Nigeria. Le fait que l'Union européenne ne propose pas de discrimination à l'égard du pétrole de ces pays, mais se concentre sur le brut des sables bitumineux du Canada, qu'elle n'importe pas, est bizarre, pour utiliser un terme non normatif.



L'Union européenne doit faire ses devoirs avant de mettre la touche finale à la Directive sur la qualité des carburants. Nous attendons une analyse objective et scientifiquement valable qui compare tous les pétroles bruts.

Nous croyons que l'approche actuelle de la Commission européenne n'est pas fondée, qu'elle pourrait créer un précédent et ternir la réputation du Canada. Si des mesures injustifiées et discriminatoires sont prises pour mettre en œuvre la directive, que ce soit bien clair, le Canada n'hésitera pas à défendre ses intérêts, que ce soit en Europe ou ailleurs.

Cela ne veut pas dire que nous voulons nous en tenir au statu quo en ce qui concerne les émissions de GES des sables bitumineux.

Dans le cadre de l'accord de Copenhague, le Canada a présenté un objectif de réduction de ses émissions de GES de 17 % entre 2005 et 2020, objectif harmonisé avec celui des États-Unis. Le Canada est l'un des rares grands exportateurs de pétrole à avoir pris un tel engagement.

De 1990 à 2009, les émissions de GES des sables bitumineux par baril ont été réduites de 29 %. En collaboration avec l'industrie, le gouvernement du Canada continue à investir dans de nouvelles technologies pour améliorer ce pourcentage, qu'il s'agisse de captage et stockage du carbone ou de nouvelles façons de réduire l'énergie requise pour l'extraction et le traitement du pétrole.

### **Les Autochtones**

Le gouvernement du Canada veille à ce que les ressources du pays profitent à toute la population, y compris aux Autochtones.

Il travaille directement avec les Premières Nations et les Métis pour gérer les effets des sables bitumineux sur leurs collectivités.

Nos recherches profitent aussi des connaissances traditionnelles des aînés autochtones, qui nous fournissent des renseignements précieux sur les régimes climatiques, la terre, les plantes et les animaux et sur les changements qui se sont opérés au fil du temps.

Par ailleurs, les sables bitumineux font progresser les efforts que déploient les Autochtones pour améliorer leur bien-être social et économique.

Les propriétaires d'entreprise et les travailleurs qualifiés autochtones apportent une contribution importante à l'industrie des sables bitumineux et font de bons profits. En 2009, le secteur employait directement plus de 1 600 Autochtones.

Au cours des onze dernières années, les entreprises autochtones ont obtenu des contrats totalisant plus de 3,7 milliards de dollars des sociétés d'exploitation des sables bitumineux dans la région.

## **Conclusion**

Notre industrie de l'énergie est l'une de celles qui sont le plus rigoureusement réglementées dans le monde. Je mets quiconque au défi de nommer un projet énergétique n'importe où dans le monde qui serait soumis à un plus grand contrôle que les sables bitumineux du Canada et notre gouvernement est déterminé à faire encore mieux.

Nous sommes en train de renforcer ce régime de réglementation de premier ordre tout en appuyant l'innovation et en offrant plus de certitude aux investisseurs. Nous sommes déterminés à concevoir des consultations plus significatives avec les Autochtones et à arriver à des résultats environnementaux encore meilleurs.

Les sables bitumineux sont une importante ressource mondiale stratégique, une ressource dont la contribution à la sécurité énergétique et à la stabilité économique prendra de plus en plus d'ampleur.

Le Canada est résolu à mettre en valeur cette ressource cruciale d'une manière socialement et écologiquement responsable et c'est ce qu'il fera.

Merci.

**FIN**